



Pour faire reculer la réforme Grandjean des lycées pros, mobilisation massive le 1er février 2024

lundi 25 décembre 2023, par [CGT educ'action](#)

Depuis plus d'un an une intersyndicale large et unie dénonce et s'organise pour lutter contre la réforme des lycées professionnels. Notre mobilisation et notre détermination ont permis des reculs de la part de la ministre déléguée C. Grandjean.

Au fur et à mesure que ce projet est dévoilé nous constatons qu'il s'annonce dévastateur pour les élèves et les personnels de lycée professionnel. Et plus globalement pour tous les acteurs de l'Éducation nationale car les élèves et les enseignant-es de lycée professionnel sont systématiquement les cobayes de dispositifs que l'État étend par la suite à tous les niveaux de l'éducation.

Avec le pacte LP, les fermetures autoritaires et injustes des filières tertiaires et maintenant la désorganisation complète de la classe de terminale bac pro, année pourtant cruciale pour l'obtention du diplôme, C. Grandjean orchestre le basculement de nos métiers et des lycées pros vers du formatage à l'emploi. Près de 170 heures de cours en moins pour nos élèves soit l'équivalent de 6 semaines.

Déjà en 2024 les places aux concours CAPLP sont réduites de 10 % (-198). La volonté d'élaborer la carte des formations en fonction des besoins locaux d'emplois va également multiplier les reconversions forcées.

Pour l'instant, le ministre G. Attal fait la sourde oreille face aux demandes de rencontres des syndicats de la voie professionnelle. L'enseignement professionnel ne semble plus être l'affaire du ministère de l'Éducation nationale mais bel et bien relégué au ministère du travail... Nos statuts sont clairement remis en question.

Le 29 novembre, nos organisations syndicales avec la FCPE et Les Lycéens !, ont dénoncé d'une seule voix la réforme des lycées professionnels en claquant la porte de la Commission Spécialisée des Lycées.

La grève du 12 décembre [1], comme premier élan, a été une réussite en termes de mobilisation et de visibilité médiatique. D'autres voix que celle des enseignantes et enseignant-es de lycée professionnel commencent à s'élever.

Le 14 décembre, la FSU, FO, le SGEN-CFDT, la CGT Educ'action, le SNALC, SUD Education, la Fep-CFDT, le SNFOEP, la CFTC, le SNEC-CFTC soutenus par la FCPE, Les Lycéens !, la FAGE, l'Union

des étudiants, la ligue de l'enseignement, l'UNAF et la CNT FTE ont également boycotté le Conseil Supérieur de l'Éducation. Le quorum n'étant pas atteint, il n'a pas pu se tenir [2].

Nous sommes déterminé·es à faire reculer cette réforme libérale et à imposer un véritable dialogue social concernant l'avenir du lycée professionnel. Nous appelons l'ensemble des acteurs de l'éducation mais également les syndicats de travailleurs et travailleuses de branches et d'industries à s'emparer du sujet. C'est un projet de recul sociétal qui nous concerne toutes et tous.

L'intersyndicale de la voie professionnelle appelle les collègues à se mobiliser massivement le 1er février 2024 et à rendre nos revendications visibles ce jour-là, par des actions, de la communication et en participant aux rassemblements et manifestations.

Paris, le 22 décembre 2023

[Téléchargez ici le communiqué complet](#)

Notes

[1] Voir [le communiqué de la CGT Educ'action de l'Ain sur la mobilisation locale](#)

[2] voir ici [le communiqué intersyndical suite au CSE du 14 décembre](#)